

En Env@r

revue d'histoire contemporaine en Bretagne

#1

Olivier Porteau



**Ruralité et Résistance civile au pays des Landes de Lanvaux
1940-1944**

En Envör



Eléments du 4^e Bataillon FFI dans les alentours de Nostang. Arch. Dép. Morbihan: 1828 W 87.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans un strict cadre pédagogique, après autorisation sollicitée auprès du cabinet d'ingénierie mémorielle et culturelle *En Envör*. En conséquence, et conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle, seule est permise l'utilisation pour un usage privé sous réserve de dispositions différentes, voire plus restrictives, du code de la propriété intellectuelle. Il est cependant interdit à l'utilisateur, en dehors de cet usage, de copier, modifier, distribuer, transmettre, diffuser, représenter, reproduire, publier, concéder sous forme de licence, transférer ou exploiter de toute autre manière les informations présentes sur le site enenvor.fr. Dès lors, toute autre utilisation est constitutive de contrefaçon et sanctionnable au titre de la propriété intellectuelle, sauf autorisation préalable et écrite de l'auteur ainsi que du cabinet d'ingénierie mémorielle et culturelle *En Envör*, société éditrice d'*En Envör*, revue d'histoire contemporaine en Bretagne.

Les opinions exprimées dans cet article sont propres à leur auteur et n'engagent par le cabinet d'ingénierie mémorielle et culturelle *En Envör*, société éditrice d'*En Envör*, revue d'histoire contemporaine en Bretagne.

Pour citer cet article: PORTEAU, Olivier, « Ruralité et Résistance civile au pays des Landes de Lanvaux 1940-1944 », *En Envör*, revue d'histoire contemporaine en Bretagne, n°1, hiver 2013, en ligne. ISSN 2266-3916.

Ruralité et Résistance civile au pays des Landes de Lanvaux

1940-1944

La Bretagne résistante est un fait indéniable. Dès juin 1940, de nombreux Bretons traversent la Manche afin de constituer les premiers noyaux des Forces françaises libres. De même, l'assassinat du Feldkommandant Hotz à Nantes en octobre 1941 compte assurément parmi les opérations les plus célèbres de l'armée des ombres, même si l'efficacité d'une telle liquidation peut être discutée. Mais c'est probablement du 6 juin au 6 août 1944 que la Résistance bretonne atteint son apogée, lors des opérations menées par le *Special Air Service* de la France Libre et les Forces Françaises de l'Intérieur¹.

Pourtant, circonscrire le phénomène résistant dans un secteur rural tel que celui du pays des Landes de Lanvaux, dans le Morbihan,

¹ Pour une synthèse de ces questions, on se permettra de renvoyer à PORTEAU, Olivier, « L'action combinée du 2^e régiment de chasseurs parachutistes et de la Résistance bretonne dans le dispositif stratégique de l'opération Overlord », in HARISMENDY, Patrick et LE GALL, Erwan (dir.), *Pour une histoire de la France Libre*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 107-123.

s'avère chose peu aisée. Pour F. Bédarida, la Résistance peut être définie ainsi :

« L'action clandestine menée, au nom de la liberté de la nation et de la dignité de la personne humaine, par des volontaires s'organisant pour lutter contre la domination, et le plus souvent l'occupation, de leur pays par un régime nazi ou fasciste ou satellite, ou allié... »²

Si l'on accepte d'appliquer cette définition à l'action du monde rural pour la libération du territoire durant la Seconde Guerre mondiale, il convient cependant d'en délimiter plus précisément les contours, comme le souligne François Marcot :

« La véritable difficulté est d'ordre conceptuel. Tout le monde comprend que le chef de réseau ou le maquisard sont résistants. Et le secrétaire de mairie qui fournit des faux-papiers qu'on lui réclame ? Et le policier qui informe des arrestations prévues ? Et la femme qui effectue les liaisons demandées ? Et le paysan qui

² MARCOT, François, MUSIEDLAK, Didier (Dir.), *Les Résistances, miroirs des régimes d'oppression, Allemagne, France, Italie, Besançon*, Presses universitaires de Franche-Comté, 2006, p. 49.

nourrit le maquisard, les héberge et les prévient des mouvements de police ? A partir de combien de fausses cartes, de liaisons, d'informations, de miches de pain, devient-on résistant ? »³

Bien entendu, la Bretagne et tout particulièrement le pays des Landes de Lanvaux n'échappent pas à de tels questionnements. Bien au contraire. Pour autant, nous voudrions présenter ici une approche qui combine et conjugue des sources et des expertises certes différentes, mais complémentaires car, comme le rappelle L. Douzou, « pour se mettre en situation de saisir et de rendre intelligible, un monde complexe, il faut sans doute mettre en œuvre des voies d'accès complexes... »⁴ Pour cela, après avoir brièvement rappelé le contexte de l'occupation en Bretagne et dans le pays des Landes de Lanvaux, on s'attachera à examiner l'évolution de l'attitude du monde paysan au fur et à mesure du conflit. Il sera alors possible de voir comment la Résistance se décline dans sa version rurale.

Réalités d'une occupation en pays de Lanvaux

Comme souvent lorsqu'il est question de régions, il serait sans doute plus judicieux d'employer le pluriel tant le singulier paraît résulter d'une homogénéité artificielle. Il en est ainsi de la Bretagne que l'on peut scinder sur le plan politique entre bleue et blanche, ou encore au niveau de la géographie entre *Armor* et *Argoat*, ce sans même parler de la multitude de sous-ensembles que constituent les « pays », dont celui des Landes de Lanvaux.

³ MARCOT, François, *Pour une sociologie de la Résistance : intentionnalité et fonctionnalité*, in PROST, Antoine (dir.), *La Résistance, une histoire sociale*, Editions de l'Atelier, 1997, p. 22.

⁴ DOUZOU, Laurent, *La Résistance et le monde rural : entre Histoire et Mémoire*, Revue de l'Association des ruralistes de France, n°4, avril 1999, en ligne.

Une zone rurale

Le périmètre de ce secteur du pays des Landes de Lanvaux est délimité au Nord, par la rive droite de l'Oust, au Sud, par les terres hautes qui descendent en pente douce sur le Golfe, à l'Est, par la région de Malestroit et à l'Ouest, par celle de Saint-Jean-Brévelay. Il s'agit d'une zone incontestablement rurale, à l'image d'ailleurs de la majeure partie de la Bretagne intérieure de l'époque⁵. Le lieutenant parachutiste Henri Corta⁶ en donne une description assez précise :

« Les côtes, bien sûr, étaient bardées de casemates, de barbelés et de troupes d'occupation. Mais à l'intérieur, la campagne était couverte de bois, de bosquets, de chemins creux et de haies. Les routes étaient relativement rares mais les chemins et les sentiers reliaient les nombreux hameaux et petits villages qui se blottissaient dans la verdure. Ces chemins et sentiers, le plus souvent, ne servaient qu'aux paysans qui utilisaient encore le cheval et la carriole et bien d'autres moyens tout aussi rustiques. »⁷

A l'image des campagnes françaises et bretonnes du début des années 1940, le pays de Lanvaux est caractérisé par un habitat éparé et une densité de population relativement faible. Les collectivités rurales vivent d'ailleurs en autonomie relative par rapport à l'ensemble de la société et au monde de la ville. Le fonctionnement économique des campagnes assure de plus aux populations rurales une relative autonomie, notamment sur le plan alimentaire, ce qui en temps de guerre constitue un atout non négligeable. Ce phénomène engendre des propos

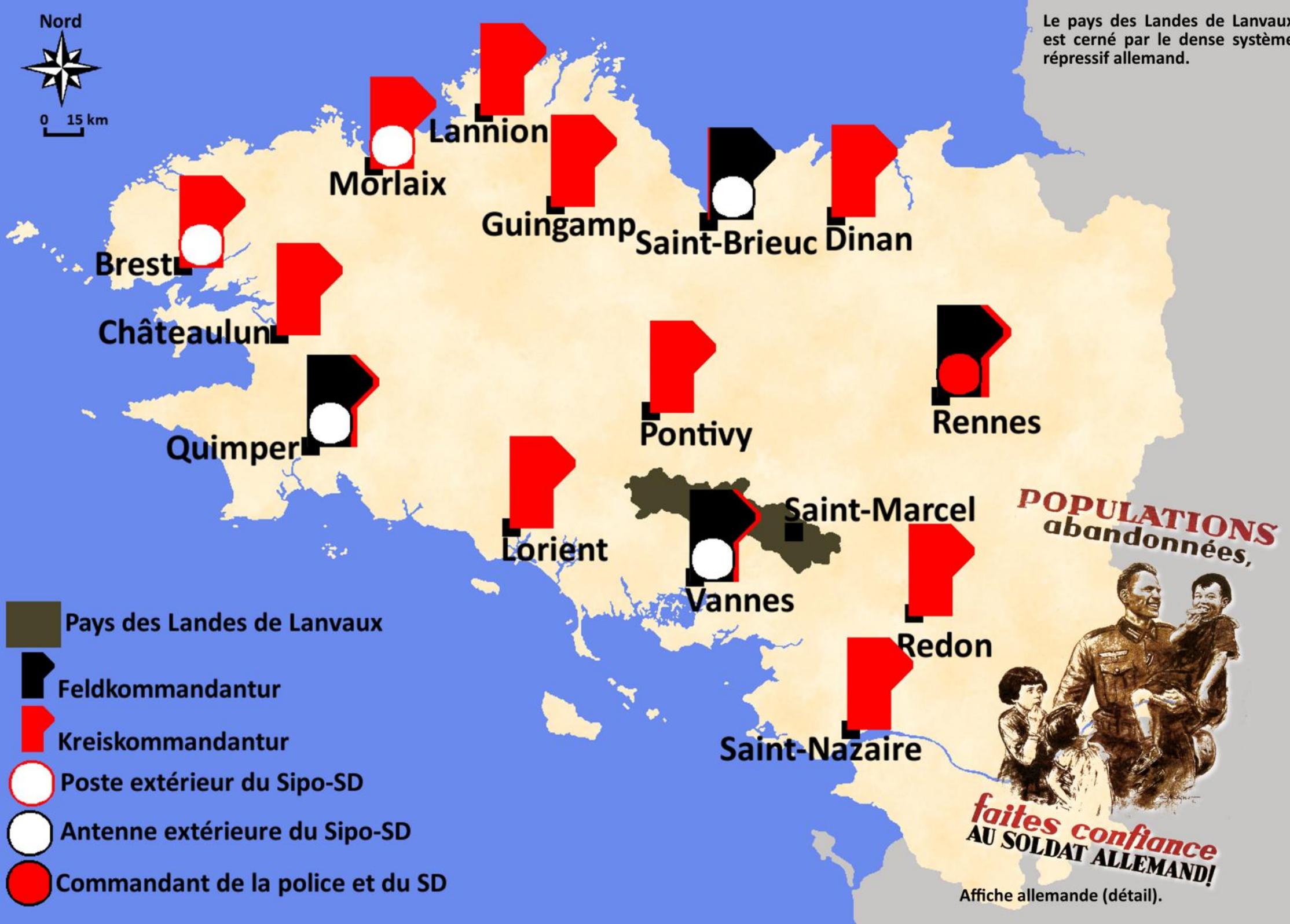
⁵ LE FLOCH, Stéphane, *La Résistance de l'Armée dans le Morbihan (1940-1944). Le 2^e bataillon ORA, un exemple de continuité et d'adaptation opérationnelle à une forme de combat non-conventionnel*, Mémoire de Master 2 sous la direction de COUTAU-BEGARIE, Hervé, Paris, Ecole Pratique des Hautes Etudes, 2010, p. 16-18.

⁶ Aspirant parachutiste du 2^{ème} R.C.P. Il commande la Cooney-Party « Pierre 415 » qui sabote la voie ferrée entre Ploërmel et Saint-Méen dans la nuit du 8 au 9 juin 1944.

⁷ CORTA, Henri, *Qui Ose Gagne*, Service Historique de l'Armée de Terre, 1997, p. 9.



Le pays des Landes de Lanvaux est cerné par le dense système répressif allemand.



- Pays des Landes de Lanvaux
- Feldkommandantur
- Kreiskommandantur
- Poste extérieur du Sipo-SD
- Antenne extérieure du Sipo-SD
- Commandant de la police et du SD



virulents de la part des populations urbaines qui, elles, souffrent de pénuries alimentaires parfois sévères. Les villes reprochent aux paysans de profiter de la situation pour faire monter vertigineusement les coûts des produits alimentaires de première nécessité. Les citadins vilipendent un monde agricole qui prospérerait grâce à l'ascension vertigineuse du marché noir qu'il encourage et lui permet de remplir ses « lessiveuses de lingots d'or »⁸. Une légende qui a fait son chemin...

Sans doute soumise à une temporalité différente – et peut-être plus lente – que la ville, cette petite portion du monde rural n'en subit pas moins durement les conséquences de la guerre. Là aussi, la défaite de juin 1940 et le nouvel ordre européen issu de la suprématie du III^e Reich se fait sentir.

Des Allemands présents en nombre

Cette contribution n'a bien entendu pas pour objectif de dresser un panorama exhaustif de l'occupation en Bretagne. On se limitera à rappeler qu'au mois de juin 1944, l'ensemble du corps de bataille allemand stationné en Bretagne englobe toute la péninsule armoricaine, de Saint-Malo à Pornic. Il est placé sous l'autorité militaire de la 7^e armée commandée depuis Le Mans par le *Generaloberst der Artillerie* Friedrich Dollmann. Celle-ci est placée dans une situation défensive étant donné qu'il apparaît évident aux yeux de tous qu'elle est éminemment susceptible d'être confrontée aux forces alliées.

En Bretagne, l'ordre de bataille allemand comprend trois corps d'armée. Le LXXIV.Armeekorps du *General der Artillerie* Erich Straube, dont le poste de commandement se trouve à Guingamp, dans un secteur allant du Couesnon à Roscoff, soit 370 kilomètres de côtes. Le

⁸ Sur cette question on renverra sans prétendre à l'exhaustivité à GRENARD, Fabrice, *La France du marché noir (1940-1949)*, Paris, Payot, 2008 et CEPEDE, Michel, *Agriculture et alimentation en France durant la Seconde Guerre Mondiale*, Génin, 1961.

XXV.Armeekorps du *General der Artillerie* Wilhelm Fahrmbacher, dont le poste de commandement se trouve à Pontivy couvre pour sa part la région de Roscoff à Pornic, soit 816 kilomètres de rivage, tandis que le II.Fallschirmjägerkorps⁹ du General Eugen Meindl est mis en réserve au centre de la Bretagne. Son poste de commandement est à Quintin, dans les Côtes d'Armor. Notre propos étant limité au pays des Landes de Lanvaux, c'est donc le XXV.Armeekorps qui nous importe essentiellement ici. De plus, rappelons que la description ci-dessus ne prend en compte que les troupes de la *Wehrmacht*. En conséquence, elle ignore les différents postes et antennes du SD répartis dans la région, dont celui de Vannes¹⁰.

Cette concentration d'unités peut-être estimée potentiellement à un effectif de 150.000 hommes¹¹. On sait d'ailleurs que cette question de l'importance quantitative des troupes d'occupation est au cœur de certaines polémiques historiographiques¹². Sans prétendre prendre part ici à ce débat, il convient toutefois d'avancer l'idée que la densité de troupes allemandes présentes en France n'est pas sans connaître de grandes variations, que cela soit sur le plan spatial ou chronologique. Or, même en ne considérant que les estimations les plus hautes, à savoir celles de P. Laborie qui évalue à environ 1 million le nombre de soldats allemands présents en France occupée, force est d'admettre que la Bretagne semble « jouir » d'une densité supérieure à la moyenne en la matière. Un tel propos n'a bien entendu pas pour intention de sur-jouer

⁹ Corps d'Armée de Chasseurs Parachutistes.

¹⁰ DAEFFLER, Michel, LELEU, Jean-Luc, PASSERA, Françoise, QUELLIEN, Jean (dir.), *La France pendant la Seconde Guerre Mondiale. Atlas historique*, Paris, Fayard, 2010.

¹¹ SAINCLIVIER, Jacqueline, *La Bretagne dans la guerre 1939-1945*, Rennes, éditions Ouest-France, 1994, p. 191 et BOUGEARD, Christian, *Histoire de la Résistance en Bretagne*, Paris, éditions Jean-Paul Gisserot, 1992, p. 93.

¹² Sur cette question, on renverra notamment à LIEB, Peter, et PAXTON, Robert O., « Maintenir l'ordre en France occupée », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°112, octobre-décembre 2011, p. 115-126.

une culture victimaire qui ferait de la réalité de l'occupation nazie en Bretagne un équivalent occidental de ce qui a pu prévaloir en Ukraine. Pour autant, de tels chiffres paraissent de nature à souligner l'ampleur de la tâche qui, en cette province, est celle de la Résistance.

La zone d'occupation du XXV.Armeekorps n'est bien entendu pas immuable et varie tout au long du conflit, depuis son implantation à la fin de l'année 1940 en Bretagne jusqu'au Débarquement en Normandie. D'ailleurs, à l'origine, il déborde largement de la région bretonne pour empiéter sur le Maine-et-Loire et la Mayenne. Après l'invasion de la Russie soviétique en juin 1941, le Corps d'Armée est amputé de quelques unités en partance pour le front oriental. Ceci l'oblige à réduire son espace géographique pour finalement n'exercer son autorité que sur la péninsule armoricaine, jusqu'à la reddition de la « Poche de Lorient » au mois de mai 1945.

Au cours des cinq années d'occupation de la Bretagne, le XXV.Armeekorps ne connaît qu'un changement de commandement, survenu le 1^{er} mai 1942, suite à l'opération *Chariot*. Dans la nuit du 27 au 28 mars 1942, une flottille britannique comprenant un destroyer et 18 vedettes pénètre dans le port de Saint-Nazaire. Les commandos sabotent les différents points stratégiques de la rade tandis que le destroyer *Campbeltown* est échoué volontairement dans l'écluse de la forme Joubert. Son explosion survient 24 heures plus tard et cause des dommages considérables aux installations portuaires nazairiennes, primordiales pour la *Kriegsmarine*¹³. Suite à ce véritable camouflet, le General der Infanterie Karl Ritter von Prager cède son poste à Wilhelm Fahrmbacher¹⁴, jusqu'à la fin des hostilités. Ce modèle d'invariabilité est

¹³ L'une des dernières synthèses en date sur Chariot est à notre connaissance CHEMEREAU, Hubert, « *Opération Chariot : Saint-Nazaire dans la bataille de l'Atlantique* », *ArMen*, n° 187, mars-avril 2012, p. 40-47.

¹⁴ Né le 19 septembre 1888 à Zweibrücken dans le Palatinat, il est âgé de 54 ans lorsqu'il assume le commandement du XXV.Armeekorps. Artilleur de formation, il

un genre unique de continuité et de stabilité dans les annales des états-majors allemands. Dans son rapport, rédigé en captivité, le General der Artillerie Fahrmbacher explique cette constance : « La position en pointe de la Bretagne dans l'Atlantique et l'importance des ports de Brest, Lorient, Saint-Nazaire ainsi que Saint-Malo sont les raisons pour lesquelles un état-major de Corps d'Armée est resté constamment en Bretagne »¹⁵.

Une occupation éprouvante

Dans son système d'occupation du Morbihan, l'état-major du XXV.Armeekorps positionne ses divisions d'infanterie sur l'ensemble du secteur littoral, tout en quadrillant l'intérieur de la Bretagne, correspondant à l'espace rural. Dans le pays des Landes de Lanvaux, les troupes d'occupation investissent l'ensemble des bourgs importants. Selon les périodes, l'effectif global cantonné dans la région varie entre 2.500 et 4.000 hommes¹⁶. Comme le démontre parfaitement l'étude d'Y.M. Evanno sur les réquisitions hôtelières dans le département du

dirige la 5.Infanterie-Division pendant la campagne de France avant de se voir confier le commandement du VII.Armeekorps jusqu'en 1942, puis celui du XXV.Armeekorps. Fait prisonnier par les américains le 10 mai 1945 dans la poche de Lorient, il est libéré le 10 août 1950. Il devient par la suite le conseiller militaire de l'armée égyptienne de 1951 à 1958 et décède le 27 avril 1970 en Allemagne.

¹⁵ FAHRMBACHER, Wilhelm et MATTHIAE, Walter (trad. AUBERTIN, Jean, capitaine de frégate), *Lorient 1940-1945*, Lorient, DTM et DCAN du port de Lorient, 1959, p. 135.

¹⁶ Estimation réalisée par l'auteur selon les JMO des unités opérationnelles allemandes et par le recoupement des témoins situés dans les zones de cantonnements.

Morbihan, une telle situation n'est pas sans générer de multiples tensions¹⁷. Le pays des Landes de Lanvaux ne fait ici pas exception.

Ainsi, à Saint-Jean-Brévelay, la première garnison arrive dès la fin du mois de juin 1940. La salle paroissiale est réquisitionnée pour les soldats de la Wehrmacht, tandis que le maire, Pierre Gillet, est sommé de trouver des chambres chez les particuliers pour loger les officiers¹⁸. A Malestroit, les soldats occupent la totalité des logements de la ville. Un pavillon de la clinique des Augustines est réservé aux services administratifs de la Kommandantur et de son état-major. A Josselin, l'occupant s'arroge le droit de disposer des résidences particulières à son gré. Ainsi, le château séculaire de la duchesse de Rohan sert de quartier général aux officiers après en avoir congédié ses propriétaires. Au bourg de Trédion, des logements sont requis et doivent être disponibles en permanence. Au café-épicerie des époux Chaumery¹⁹, un groupe de huit hommes s'installe dans la pièce réservée à la clientèle. Il arrive que certains jours, à l'occasion de réceptions festives, les Allemands s'approprient les chaises, les tables et les consommations sans autorisation au préalable. Si les produits de l'épicerie leur sont refusés, ils se servent sans que le propriétaire ne puisse protester. Le château du bourg, comme toutes les bâtisses de caractère de la région, est mis par obligation à la disposition des états-majors. Au Roc-Saint-André, les officiers s'installent au château de la Ville-Der et le détachement prend ses quartiers dans l'école communale des filles. Le bourg de Sérent n'échappe pas aux réquisitions de l'occupant qui oblige le maire à lui fournir les hébergements nécessaires. Au début de l'année 1943, une

¹⁷ EVANNO, Yves-Marie, « Les enjeux économiques des réquisitions hôtelières sous l'Occupation : l'exemple du Morbihan », *En Envor, Revue d'histoire contemporaine en Bretagne*, n°1, hiver 2013, en ligne.

¹⁸ Rappelons que Pierre Gillet est également député et vote les pleins-pouvoirs au Maréchal Pétain le 10 juillet.

¹⁹ Jean Chaumery devient chef d'un groupe résistant du 8^{ème} Bataillon F.F.I. au printemps 1943.

compagnie de parachutistes arrive à Guéhenno pour parfaire son entraînement. La commune est menacée de sanctions, si elle n'assume pas la responsabilité logistique de la garnison. Les habitants de Ploërmel reçoivent en juillet 1940, le groupe 790 de la Feldgendarmarie qui s'approprie les résidences les plus luxueuses. Au cours de l'été 1942, l'état-major du 17^{ème} Régiment de Forteresse réquisitionne le château de la Villeneuve, propriété du Comte de Chabannes, situé à 7 kilomètres de Saint-Marcel. Cet état-major gère la construction du « Mur de l'Atlantique » du Sud du Morbihan et administre les arsenaux de Lorient, Brest et Saint-Nazaire. La compagnie de sécurité de l'état-major campe à l'orée du parc du château dans une dizaine de cabanes préfabriquées²⁰. Le comte de Chabannes et sa famille sont contraints de se retirer dans les dépendances du domaine²¹. Dès les premiers jours de l'Occupation, un détachement de la Luftwaffe dépendant de l'aérodrome de Meucon-Vannes organise un poste d'observation dans le moulin²² désaffecté de la Grée, situé en périphérie du bourg de Plumelec. Ce point stratégique culmine à 170 mètres d'altitude et permet un contrôle visuel d'Ouest en Est en balayant le Sud jusqu'au Golfe du Morbihan. Louis Etienne, maire de Plumelec, doit faire assurer le transport du ravitaillement quotidien de la garnison de l'observatoire aux frais des citoyens. Deux cultivateurs du bourg sont requis pour cette tâche. Chaque jour, ils parcourent 16 kilomètres en véhicule hippomobile pour satisfaire aux exigences de l'occupant. A cette besogne continuelle, il n'est pas rare qu'une corvée

²⁰ A la libération, ces cabanes servent pour des années à reloger les familles dont les propriétés ont été incendiées par les Allemands.

²¹ Outrée de mettre à la disposition de l'occupant son château, la comtesse de Chabannes décède d'une crise cardiaque le dimanche 9 août 1942.

²² Du fait de son emplacement, le moulin gênera continuellement les mouvements de la Résistance. C'est d'ailleurs cet observatoire qui repère le parachutage du stick Marienne dans la nuit du 5 juin 1944 et donne l'alerte. Sur ordre de Bourgoin, il est attaqué par l'aviation alliée le 18 et le 25 juin sans dommages (5 victimes civiles et 7 blessés). Après cette seconde attaque aérienne, les Allemands abandonnent définitivement le moulin de la Grée.

supplémentaire de transport soit inscrite à l'ordre du jour : convoier ou réceptionner des bagages ou du matériel divers dans une gare quelconque. A l'automne 1940, un officier de la Wehrmacht accompagné du maire de Plumelec se présente au domicile de Théophile Le Mabecque et l'oblige à quitter la table au cours du déjeuner pour préparer son attelage afin de transporter du foin à Vannes. Un soir, à 23 heures, c'est Joseph Besnard qui est réveillé pour expédier des bagages à l'aérodrome de Meucon²³.

Les règles de servitude, imposées par l'occupant et appliquées avec vigilance par une population soumise, contribuent sans nul doute à faire vaciller la stature emblématique du Maréchal. Le peuple des campagnes qui s'imaginait que, par la seule autorité de Pétain et de sa protection paternaliste, il serait exempté de toutes corvées, déchanté bientôt. Aussi, les paysans ne tardent pas à rompre le « pacte tacite » qu'ils entretenaient avec le chef de l'Etat pour basculer dans le camp de la Résistance, tournant que l'on peut globalement dater du printemps de 1943.

Général, nous voilà !

La Bretagne rurale n'avait pourtant pas de disposition particulière pour entrer précipitamment dans la Résistance. S'il convient bien entendu de se garder de toute généralité, force est de constater qu'une certaine partie de la région, animée d'une ferveur catholique affirmée, accorde volontiers ses faveurs politiques aux partis de droite. La vague du Front Populaire issue des élections de 1936 n'est pas aussi marquée en Bretagne qu'au niveau national, une partie de la région restant ancrée à droite, notamment le pays des Landes de

²³ Entretiens de l'auteur avec divers témoins du pays de Lanvaux. Enregistrements réalisés entre 2007 et 2010.

Lanvaux²⁴. Le 10 juillet 1940, sur les 57 parlementaires bretons, 50 votent les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain, acceptant implicitement de ce fait la disparition du régime républicain. Notons d'ailleurs que ces sept parlementaires réfractaires sont tous élus du Finistère.

La séduction initiale du Maréchal

Dans ce contexte éminemment tourmenté, Philippe Pétain apparaît aux yeux des français comme l'unique recours à la misère sociale, celui qui va de nouveau sauver la France. Le prestige du Maréchal est un gage de bienveillance auprès du modeste peuple des campagnes du pays des Landes de Lanvaux. Les anciens combattants retrouvent l'espoir et veulent croire au redressement intellectuel et moral de la France que les dérives des gouvernements successifs auraient malmené. Ils adhèrent sans vergogne à l'esprit maréchaliste du vainqueur de Verdun qui prône, avec éloquence, dans sa nouvelle politique nationale, le retour des valeurs fondamentales de la terre. Dans un discours radiodiffusé datant du 25 juin 1940, Pétain énonce la morale qui dicte sa conduite :

²⁴ BOUGEARD, Christian, « Les notables et les forces politiques de droite en Bretagne dans les années 1930 », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, n° 109, 2002, p. 121-139. Pour SAINCLIVIER, Jacqueline, « Les comportements électoraux en Bretagne de 1936 à 1946. Ruptures ou continuités ? », *Géographie sociale*, n°6, octobre 1987, p. 158, l'ancrage conservateur de la région est encore plus net : « Dans l'ensemble, les élections de 1936 en Bretagne marquent le maintien de la domination de la droite, et globalement, le nombre d'élus de gauche ne change guère par rapport à 1932 ». Pour approfondir la réflexion, on pourra également se reporter à PIERRE, Patrick, *Les Bretons et la République, La construction de l'identité bretonne sous la Troisième République*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001.

« Ce n'est pas moi qui vous berneraï par des paroles trompeuses. Je hais les mensonges qui vous ont fait tant de mal. »²⁵

Puis il glorifie les vertus du terroir :

« La Terre, elle, ne ment pas. Elle demeure votre recours. Elle est la Patrie elle-même. Un champ qui tombe en friche, c'est une portion de la France qui meurt. Une jachère de nouveau emblavée, c'est une portion de la Terre qui renaît. »²⁶

Dès lors, le thème de la « Terre rédemptrice » est inlassablement décliné avec une rhétorique parfaitement rodée. Les discours du Maréchal cherchent à s'attirer la sympathie des campagnes qui sont censées perpétuer les valeurs ancestrales d'une France éternelle et renaissante. Ainsi en août 1940 : « La vie rurale n'est pas une idylle et le métier du paysan est un dur métier qui exige toujours de l'endurance, souvent du courage, parfois de l'héroïsme », puis le 20 avril 1941 :

« Il faut que le paysan soit hautement honoré, car il constitue, avec le soldat, les garanties essentielles de l'existence et de la sauvegarde du Pays. [...] Le cultivateur doit prévoir, calculer, lutter. Les déceptions n'ont aucune prise sur cet homme que domine l'instinct du travail nécessaire et la passion du sol. Quoi qu'il arrive, il fait face, il tient : c'est un chef ». ²⁷

Cette politique de la terre magnifiée, obéissant à des ressorts psychologiques et idéologiques séculaires, renforce incontestablement le prestige du Maréchal auprès d'une société rurale que la défaite prive de ses points de repères. Les campagnes constituent l'un des piliers majeurs du programme politique de Vichy. Choyée par le nouveau Régime, encensée par ses propagandistes, la communauté rurale, longuement dénigrée, peut se vanter d'être la bénéficiaire d'une Révolution Nationale

²⁵ PETAIN, Philippe, « Appel du 25 juin 1940 », in BARBAS, Jean-Claude (édition établie par), *Philippe Pétain, Discours aux Français*, Paris, Albin Michel, 1989, p. 63-66.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ Cité in VEILLON, Dominique, *Vivre et survivre en France, 1939-1947*, Payot, 1995.

prometteuse. Devenue, sur le nouvel échiquier politique français, le socle de l'économie française, la paysannerie n'a probablement pas de raisons suffisantes et nécessaires pour s'affranchir d'un régime complaisant qui la flatte et la valorise.

Des intérêts divergents

Cette séduction initiale justifie partiellement l'entrée tardive des paysans dans la Résistance. Mais la nature-même de ce combat clandestin constitue également un facteur explicatif à ne pas négliger. En effet, comme le rappelle F. Marcot, la Résistance étant essentiellement synonyme d'action, le monde rural éprouve sans doute, dans un premier temps, plus de difficultés que la ville pour y faire sa place : « Puisque résister, c'est agir et réagir, que peuvent offrir les paysans à la Résistance ? »²⁸. Le monde rural est alors confronté à la réalité d'une *Armée des ombres* qui ne recrute que selon ses besoins, principe qualifié par F. Marcot de disponibilité fonctionnelle²⁹. Dans les premiers temps des « bricolages héroïques », pour reprendre la fameuse expression de J.-P. Azéma, c'est d'imprimeurs clandestins, d'agents de renseignements et de liaison qu'a besoin la Résistance. Or en Morbihan comme ailleurs, c'est en ville que ceux-ci se recrutent principalement, et non dans une zone aussi rurale que le pays de Lanvaux.

Le phénomène de léthargie de la population rurale correspond bien à une réalité née du traumatisme de la défaite de juin 1940. Mais, même si l'attentisme paraît l'emporter dans les premiers temps, quelques manifestations très précoces pouvant être assimilées à de la Résistance sont connues. Bien entendu, ces actions relèvent pour l'essentiel du symbole mais ne doivent pas pour autant être négligées. Citons par

²⁸ MARCOT, François, *Les paysans et la Résistance : problèmes d'une approche sociologique*, in BOUGEARD, Christian et SAINCLIVIER, Jacqueline (dir.), *La Résistance et les Français, enjeux stratégiques et environnement social*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1995, p. 249.

²⁹ MARCOT, François, *Pour une sociologie de la Résistance...*, art. cit.

exemple le refus de passer à l'heure allemande le 24 juin 1940 ou encore le refus de présenter les chevaux de trait aux réquisitions de l'occupant³⁰. Notons à ce propos que cette attitude n'est pas sans présenter certaines difficultés d'analyse puisque, à l'instar de ce qui se passe en août 1914 lors du déclenchement de la Première Guerre mondiale, les réquisitions de chevaux commencent en Bretagne, comme partout en France d'ailleurs, en septembre 1939. Désorganisant en profondeur un monde agricole encore très peu mécanisé, celles-ci ne sont pas sans susciter certaines difficultés. Or, il est parfois difficile de déterminer si les refus d'obtempérer relèvent d'une réaction renfrognée et dépolitisée ou si, au contraire, il s'agit là d'une véritable action de Résistance visant à soustraire des moyens hippomobiles à l'ennemi. Il en est de même pour le commerce. Certains commerçants refusent de servir les soldats allemands alors que d'autres en revanche, une minorité, ont moins d'états d'âme et s'empressent de céder leurs produits à des tarifs prohibitifs tout en déplorant vis-à-vis de leurs concitoyens la rupture de l'approvisionnement.

Ces pratiques tendent à se généraliser avec la pénurie des denrées de première nécessité. Pour enrayer l'appauvrissement des réserves alimentaires, le Service du ravitaillement général du département ordonne, par l'intermédiaire des mairies, la réquisition des produits agricoles. Chaque municipalité se voit imposer arbitrairement les quotas de production à fournir, en fonction de ce qui est récolté sur les surfaces agraires de la commune. Contraints de se plier aux règlements de l'administration, les cultivateurs sont invités à remplir un formulaire où sont notifiées les surfaces céréalières de l'exploitation et l'importance de leur cheptel. Après l'examen de sa déclaration par les services préfectoraux, le cultivateur est avisé de ce qu'il doit concéder, en cours d'année, à la collectivité territoriale. Malgré tous ces revers et les sanctions encourues envers les récalcitrants, les quantités fournies sont

³⁰ JEGO, Joseph, *Rage Action Tourmente au pays de Lanvaux*, Imprimerie La Limitrophe, Plumelec, 1991.

nettement inférieures aux prévisions calculées pour l'ensemble du domaine agricole. Peu soucieux du circuit administratif d'attribution du ravitaillement, les Allemands sillonnent la contrée à la recherche de produits d'alimentation, qui dans les années 1942-43 commencent à se raréfier. Dans les campagnes, ils sont confrontés à trois classes d'individus : ceux qui vendent leur production à des prix supérieurs à la normale, ceux qui, par crainte de représailles, cèdent par obligation, et ceux qui refusent catégoriquement de servir l'occupant. Mais en règle générale, face à la recrudescence des taxations en tout genre, l'opinion évolue rapidement et d'une manière négative à l'égard des autorités allemandes³¹.

Les Bretons ne sont pas enclins à leur manifester une certaine mansuétude. La consigne qui commence à se répandre dans les campagnes en dit long sur les intentions de la population : « Subir l'armistice sans l'accepter ». Alors que la Résistance se développe sous différentes formes, la population civile, malgré le mécontentement, n'est pas encore disposée à passer dans la dissidence et à entreprendre des actes de rébellion visant à perturber l'ordre nouveau. Si la Résistance apparaît par des actes et des engagements spontanés ou organisés depuis Londres, les zones rurales du pays des Landes de Lanvaux ne prennent pas d'initiatives personnelles. Les civils se complaisent à contester l'Occupation, mais sans *réellement* la combattre.

Le basculement

Toutefois, il convient de temporiser la vision d'un monde rural résolument à l'écart des phénomènes de Résistance. Au fil des mois d'occupation, la paysannerie s'affirme dans la Résistance comme un élément essentiel. Les maquis ne peuvent survivre qu'avec l'aide des

³¹ LEROUX, Roger, *Le Morbihan en guerre (1939-1945)*, Mayenne, Edition Joseph Floch, 1978, p.235. « [...] le manque des denrées les plus indispensables ont beaucoup fait pour dresser la population contre les Allemands ».



MAIS N' OUBLIE PAS
QUE J' ATTENDS TON RETOUR
pour partir

TOI
QUI AS LE BONHEUR
D'ÊTRE EN PERMISSION

TOI
QUI AS EU LA JOIE
DE REVOIR TA
FAMILLE

TOI
QUI N' OUBLIES PAS
TON CAMARADE,

REPARS
POUR QU'IL VIENNE
A SON TOUR



1943 où le tournant du STO. Arch. Mun. Dreux.

paysans qui leur distribuent généreusement le ravitaillement. Une ferme isolée devient un excellent refuge pour ceux qui doivent se soustraire aux recherches des autorités. L'affaire du bombardier de Guillac est le premier exemple recensé au pays de Lanvaux où la participation de la population s'avère active. Le 16 février 1943, de retour d'une mission de bombardement sur la base sous-marine de Lorient, un bombardier B-17 du 306th Bomb Group est attaqué par des avions de chasse allemands. Le bombardier s'écrase sur la commune de Guillac, à 10 kilomètres à l'Ouest de Ploërmel. Sur les 10 membres d'équipage, 7 sont tués au cours du combat aérien. Entre 2 500 et 3 000 personnes assistent à leurs obsèques au cimetière de Guillac, le 18 février 1943. Notons d'ailleurs que, lors de la cérémonie, un détachement allemand rend les honneurs aux pilotes en tirant des salves et en déposant des couronnes de lauriers sur les cercueils³². Malgré la présence surprenante de ces troupes d'occupation, la foule venue en masse traduit une certaine évolution de l'opinion. Les trois survivants américains doivent ainsi leur salut à la dévotion spontanée de la communauté rurale des environs. Individuellement, les trois aviateurs sont pris en charge par les fermiers qui les hébergent, les habillent, les nourrissent et organisent leur rapatriement en Angleterre par les filières « traditionnelles » d'évasion³³.

Ce cas est symptomatique de l'évolution des mentalités du monde agricole. La véritable prise de conscience qui se développe dans les esprits n'est pas soudaine mais réfléchie. Vassalisé au Reich, Pétain ne s'impose plus, dans les campagnes, comme l'homme providentiel qui va sauvegarder les intérêts de la France. Les promesses du gouvernement de Vichy, les manières brutales et autoritaires de l'occupant bouleversent le cadre de vie traditionnelle de la paysannerie. L'interdiction de chasser, la confiscation des armes, la réquisition des animaux de labour, le

³² *Ibid.*, p.235.

³³ Sur ces dernières, se rapporter à l'étude classique du regretté HUGUEN, Roger, *Par les nuits les plus longues, Réseaux d'évasion d'aviateurs en Bretagne, 1940-1944*, Spézet, Coop Breizh, 2003.

prélèvement systématique des quotas de production heurtent et remettent en cause les libertés acquises par le monde rural. La communauté prend inexorablement conscience que les institutions démocratiques et républicaines ne pourront être rétablies que par le soulèvement général de la Nation mis au service des puissances Alliées. Le 16 février 1943, la promulgation de la loi sur le Service du travail obligatoire (S.T.O.) et ses conséquences augmentent encore l'hostilité de la population envers Vichy et sa propagande. Certes la réquisition de main d'œuvre française au profit du Reich date de septembre 1942³⁴ mais dans le cas du monde rural, c'est bien 1943 qui marque une rupture. Les recoupements entre les rapports du préfet du Morbihan au délégué général en territoire occupé (DGTO) et autres synthèses de la direction des renseignements généraux confirment à l'échelle départementale la rupture constatée nationalement par P. Laborie³⁵. Le rapport du 30 septembre 1943 du préfet du Morbihan Pierre Marage est en ce sens significatif :

« Le malaise croissant signalé au cours des mois passés s'est brutalement aggravé. Comme cela s'est déjà produit dans l'histoire de la Bretagne, une subite cristallisation du sentiment populaire a rassemblé dans une opposition farouche à l'action gouvernementale, la très grande majorité des habitants. »

Le haut fonctionnaire dénonce une situation qui touche désormais de plein fouet les campagnes et déplore « le mutisme des agriculteurs refusant de dénoncer à la gendarmerie les pillards de leur propre ferme, qui, pourtant, ne sont pas toujours des inconnus pour eux ». Une telle

³⁴ Pour une synthèse sur la question ZIELINSKI, Bernd, « L'exploitation de la main d'œuvre française par l'Allemagne et la politique de collaboration (1940-1944) », in GARNIER, Bernard, QUELLIEN, Jean et PASSERA, Françoise (Dir.), *La main d'œuvre française exploitée par le III^e Reich*, Caen, Centre de Recherche d'histoire quantitative, 2003, p. 47-65.

³⁵ LABORIE, Pierre, « 1943 : Solidarités et ambivalences de la France moyenne », in BEDARIDA, François et AZEMA, Jean-Pierre, *La France des années noires, De l'Occupation à la Libération*, Paris, Seuil, 2000, p 333-379.

situation est d'ailleurs jugée particulièrement préoccupante : « Quelle forme brutale cette tendance de l'opinion ne pourrait-elle revêtir si les circonstances venaient à favoriser une action violente ! »³⁶.

En mai 1943, l'extension du S.T.O. s'appliquant directement aux ouvriers agricoles, la législation ne les protège désormais plus des réquisitions de main d'œuvre destinées à alimenter l'appareil économique et militaire de l'Allemagne. La radicalisation des actions Sauckel confronte la Résistance à des urgences nouvelles qui rendent indispensable le soutien de l'ensemble de la collectivité paysanne. De ce fait, la mobilisation des populations donne toute son importance à ces événements qui mettent la société rurale en demeure de se déterminer. De Londres, Henri Queuille lance un appel à la B.B.C., le 16 mai 1943, à l'attention du monde rural : « Vous êtes les maîtres silencieux de la Nation, vous êtes indomptablement résolu à la Résistance ». Au nom de la France combattante, Queuille demande à la communauté paysanne d'apporter son concours le plus efficace à la jeunesse menacée par le S.T.O. et de participer de manière désintéressée à l'approvisionnement des citadins : « Faites en sorte dans les tâches les plus héroïques comme dans les plus humbles de contribuer, vous aussi, à la Libération qui vient »³⁷. Longtemps dénigré par les populations urbaines, l'espace rural devient rapidement le refuge idéal des réfractaires menacés par les autorités gouvernementales. Les mouvements de la Résistance, concentrés principalement en zones urbaines, saisissent rapidement l'intérêt d'étendre leurs ramifications aux campagnes pour s'assurer les aides matérielles nécessaires au développement de leurs actions. Cette ouverture redore le blason de la paysannerie régulièrement accusée de profiter de la pénurie alimentaire pour faire flamber les prix à la consommation et enrichir les trafiquants du marché noir.

³⁶ Arch. dép. du Morbihan : 2 W 15628, Rapports mensuels au délégué général du gouvernement français dans les territoires occupés (1943-1944).

³⁷ Propos cité in CREMIEUX-BRIHLAC, Jean-Louis, *Ici, Londres, 1940-1944, les voix de la liberté*, La Documentation Française, 1975.

C'est ainsi que la population rurale du pays de Lanvaux s'affranchit de la « paternité maréchaliste ». Au fil des mois, le danger qui menace les réfractaires au S.T.O. impose aux collectivités rurales le choix entre trois cas de figure : attentisme, collaboration ou Résistance... De toute évidence, l'indifférence n'est plus permise. L'option de la Résistance l'emporte d'autant plus que cette prise de conscience repose sur une conjoncture favorable aux Alliés (défaite de l'*Afrika Korps* en Afrique du Nord, capitulation de la VI^{ème} Armée allemande à Stalingrad, débarquement en Italie...). Enfin, les événements de l'été 1944 qui se produisent en Bretagne sont bien entendu de nature à modifier le comportement de l'ensemble des populations civiles.

Résistance et monde rural

La communauté rurale se révèle en effet être une composante incontournable des opérations liées au déclenchement d'*Overlord*. Les prémices de la complicité et de la solidarité à l'égard de la Résistance se manifestent au moment même de l'entrée en action des parachutistes du *Special Air Service*.

La ruralité : une aire de complicités multiples

Accroché dans la nuit du 5 au 6 juin, dès son arrivée au pays de Lanvaux, le stick Marienne se retrouve dispersé dans la nature. Pierre Marienne et deux de ses hommes se réfugient dans une bergerie à la ferme de la Petite-Métairie. Le lendemain, les parachutistes se présentent aux époux Gillet, qui ne s'étaient manifestés jusqu'alors sous aucune forme de Résistance. L'urgence de la situation obligea Auguste Gillet à sortir de l'attentisme et à prendre des risques. Sans connaître les intentions réelles des parachutistes, Gillet prévient les organisations clandestines locales. Dès lors, une véritable chaîne de solidarité se met en place pour secourir les parachutistes. Pris en charge par un groupe de

résistants, le stick de Marianne est conduit à la ferme de Kerfrioux où les époux Le Callonnec offre une collation et mettent leur charrette à disposition pour le transport des sacs et du matériel radio. Prévenu par le fils de la ferme, François Mainguy, de Kersigalais, propose spontanément sa charrette pour l'aide au transport. Le groupe repart sous la conduite de guides locaux. Au village de Treuzel, le groupe est invité à se rafraîchir de cidre à la ferme de Noël Etienne. Ensuite le groupe poursuit sa route jusqu'à la ferme du Pelhué où tout a été organisé pour recevoir les parachutistes. Après le dîner, une voiture remise depuis l'occupation, permet aux lieutenants Marianne et Déplante de rejoindre la ferme de la Nouette, P.C. du camp de Saint-Marcel.

Cet exemple n'est pas sans rappeler les solidarités paysannes qui s'exercent en février 1943 à la suite du crash du bombardier B-17 du 306th Bomb Group évoqué plus haut. Mais l'épopée de Pierre Marianne est indissociable de la tragédie de la base Digson qui, elle, démontre d'une manière significative que la communauté rurale vient de faire son entrée sous une forme de Résistance active en apportant son aide et ses ressources à l'avant-garde des armées de la Libération³⁸.

Mieux encore, l'épopée du stick Marianne rappelle combien la Résistance, dans toutes ces acceptations les plus variées, n'est pas un mouvement hors-sol mais bel et bien une action clandestine qui ne peut survivre sans appuis locaux. Analysant les interactions du maquis de Plainville, situé près de Nogent-le-Rotrou, en Eure-et-Loir, et du monde rural, E. Le Gall détermine un certain nombre d'aires dans lesquelles s'inscrit l'action résistante. Il en est ainsi de la « sphère de complicité » qui recouvre l'ensemble des solidarités qui s'exercent en faveur du combat

³⁸ Entretiens de l'auteur avec divers témoins du pays de Lanvaux et des parachutistes. Enregistrements réalisés entre 2007 et 2010. Interview du radio du stick Marianne, Maurice Sauvé fait le 22 novembre 2005 à Echiré (79).

clandestin. Or cette grille de lecture est tout-à-fait applicable au pays de Lanvaux³⁹.

En effet, les cultivateurs et tous les habitants situés à l'intérieur du périmètre du camp de Saint-Marcel, qui voient s'installer la base, ont conscience des risques qu'ils encourent. Depuis des mois, certaines familles participent activement aux préparatifs de la Libération au péril de leur vie. Elles apportent quotidiennement leur concours matériel et ne rechignent pas à prendre toutes les dispositions possibles pour servir les intérêts de la cause commune. La garnison et l'étendue du camp prennent de l'ampleur au fur et à mesure de l'arrivée des bataillons F.F.I. venus recevoir l'instruction nécessaire au maniement des armes qu'ils perçoivent. Si dans un premier temps, Alphonse Pondard, le fermier de la Nouette prend, avec le soutien de sa famille⁴⁰, la plus large participation à l'action de la Résistance, il est également avéré que l'ensemble des autres familles résidant dans le voisinage immédiat contribuent largement à l'organisation du centre mobilisateur de Saint-Marcel. Dès le mois de février 1943, Alphonse Pondard n'hésite pas à mettre sa ferme de la Nouette à la disposition de l'état-major du Morbihan qui y installe son P.C. à partir du 4 juin 1944. Il autorise également la Résistance à utiliser son champ en surplomb de sa ferme, qui homologué par Londres sous le nom de « Baleine », devient le terrain de parachutage principal de la base « Dingson » du 9 au 17 juin 1944. Enfin, il permet l'installation des baraquements des maquisards dans les bois attenants à son domaine. A la ferme du Parc, Alexandre Baconnais et sa famille accueillent les équipes du Bureau des Opérations Aériennes de Bretagne (B.O.A.B.) dirigées par Edouard Paysant. Les services du B.O.A.B. occupent le grenier avec le matériel radio et logent son personnel dans toutes les pièces de la ferme. L'état-major des parachutistes commandé par le capitaine Larralde

³⁹ LE GALL, Erwan, « Pour une géographie du maquis : Plainville », *Résistance en Touraine et en région centre, Actes du colloque 1944 : les maquis en région centre*, Joué-les-Tours, ERIL, juillet 2008, p. 23-36.

⁴⁰ Alphonse Pondard est le père de 8 enfants âgés de 6 à 17 ans.

installe son poste de commandement au Manoir de Sainte-Geneviève, propriété des époux Bouvard⁴¹, tandis que l'état-major du 2^{ème} bataillon F.F.I. du commandant Caro prend ses quartiers à la ferme de Beauséjour chez les époux Jafrelot. Le parc automobile (30 véhicules), l'atelier de réparation mécanique et les réserves de carburant s'installent à la ferme des Grands-Hardys, appartenant à Jean Baconnais⁴². Toujours à la Nouette, un service sanitaire fonctionne dans le grenier de la ferme. Il est sous la responsabilité du docteur Mahéo de Questembert et de Jeanne Lapierre, infirmière à Malestroit. Pour les soins les plus sérieux, la base s'assure le concours de la clinique des Augustines de Malestroit dirigée par la Mère supérieure Yvonne-Aimée⁴³. Dans la nuit du 14 au 15 juin, les parachutistes Arsène Juillard et Victor Mahé se blessent accidentellement lors de leur atterrissage sur « Baleine ». Des civils se dévouent pour les transporter en charrette jusqu'à la clinique où leur admission clandestine est acceptée⁴⁴. Prévenu, le chirurgien Queinnec les opère et les sœurs leur prodiguent les soins pendant 15 jours⁴⁵. Pour les cuisines du camp, dix chaudières chauffées au bois sont installées sous des chênes à proximité du P.C. de la Nouette. Quatre fours, servis par 7 boulangers des bourgades environnantes se relaient jour et nuit pour alimenter en pain l'ensemble du camp. Raymond Provins, boucher à Sérent, est responsable de l'abattoir où sont amenés les animaux destinés aux cuisines. 3.000

⁴¹ Loïc Bouvard, l'un des fils du manoir de Sainte-Geneviève, participe à toute la bataille de Saint-Marcel en qualité d'agent de liaison entre les groupes parachutistes et la ferme de la Nouette. Il mène une longue carrière parlementaire, de 1973 à 2012.

⁴² Jean Baconnais est le frère d'Alexandre de la ferme du Parc.

⁴³ La mère supérieure Yvonne-Aimée reçoit la Légion d'honneur des mains du général de Gaulle, le 22 juillet 1945 à Vannes.

⁴⁴ Rappelons que l'aile droite de la clinique est occupée par l'état-major allemand.

⁴⁵ Cet événement est porté à l'écran dans une scène du film sorti en 1947 *Bataillon du Ciel*, réalisé par Alexandre Esway d'après le roman de Joseph Kessel.

litres d'eau potable sont acheminés chaque jour par les fermiers pour répondre aux besoins du camp. Les autres fermes, la Bouie, les Petits-Hardys et les Hardys-Béhélec hébergent aussi les résistants et les parachutistes tout en participant à l'approvisionnement de la base. L'ensemble de la logistique du camp et du ravitaillement alimentaire, en période de pénurie, requiert une organisation méticuleuse et des mouvements fréquents dans toute la région. A partir du 14 juin, l'intendance du camp estime à 3.000 le nombre d'hommes à nourrir quotidiennement. Les paysans se mobilisent pour apporter le bétail, les légumes, les barriques de cidre puisées dans leurs réserves personnelles. D'autres, à l'aide de leur charrette à cheval, parcourent la contrée pour alimenter le camp en denrées de première nécessité⁴⁶.

La ruralité comme frein à la délation ?

Il est difficile d'admettre que la fréquence de ces déplacements puisse échapper à la vigilance des Allemands. De même, on ne peut que s'étonner que la délation, en ces périodes convulsives, ne perturbe pas la cadence du ravitaillement ni même ne provoque la dislocation de la base. A défaut d'étude précise en la matière⁴⁷, on se limitera à des considérations d'ordre général en indiquant que si la dénonciation est un phénomène minoritaire, la dimension pécuniaire est bien souvent prépondérante.

Néanmoins, sans prétendre à une analyse définitive sur la question, nous pouvons formuler deux hypothèses qui nous paraissent être des éléments de réponse à prendre en considération. La première repose sur le caractère secret des bretons, qui ne se serait pas de nature à entraîner des confessions ou à dénoncer des personnes qui agiraient dans

⁴⁶ Entretiens de l'auteur avec divers acteurs de la base Dingson. Enregistrements réalisés entre 2007 et 2010.

⁴⁷ On mentionnera néanmoins le récent JOLY, Laurent (Dir.), *La délation dans la France des années noires*, Paris, Perrin, 2012.



l'intérêt collectif de la Résistance. Bien entendu, ces stéréotypes régionaux doivent être examinés avec précaution et seule une étude quantitative et comparative pourrait infirmer – ou non – une telle thèse. Pour autant, nombreux sont les auteurs qui, à l'instar de J.-M. Guillon, insistent sur le fait que les communautés rurales ne s'adonnent pas aisément aux confidences :

« La communauté ne craint rien tant que la division. La mémoire intime est réservée à ceux que l'on connaît suffisamment pour leur révéler drames et haines, trahisons et dangers encourus, réels ou exagérés. [...] Les tensions internes ne doivent pas s'étaler, pas plus que ne doivent être mises sur la place publique les querelles de famille. »⁴⁸

La seconde hypothèse est d'ordre familial. La concentration des membres d'une même famille répartie dans les différents foyers communaux est un gage de cloisonnement très hermétique. Grâce aux liens de parenté – ascendants, descendants et latéraux – les familles du pays de Lanvaux sont unies par les liens du sang. Il paraît dès lors improbable, voire inimaginable, qu'un parent dénonce un membre quelconque de sa famille qu'il sait impliqué dans des actions affiliées à la Résistance même si, malheureusement, on connaît des exceptions. Particulièrement tragique est à cet égard le cas de cet habitant de Préfailles (Loire-inférieure) dénoncé par son propre fils pour détention d'armes au motif qu'il « voulait demeurer avec une femme de mauvaise vie »⁴⁹. Pour autant, rien ne vient contredire à ce jour l'idée que la densité des liens familiaux sur une aire géographique aussi ténue que celle du pays de Lanvaux a pu constituer un rempart protégeant efficacement la Résistance.

⁴⁸ GUILLON, Jean-Marie, *La Résistance au village*, in BOUGEARD, Christian et SAINCLIVIER, Jacqueline (dir.), *La Résistance et les Français...*, op. cit., p. 234-235.

⁴⁹ JOLY, Laurent (Dir.), *La délation ...*, op. cit., p. 35.

Une répression sans pitié.

Mais si l'intensité des relations interpersonnelle peut constituer un frein à la délation, force est d'admettre que celles-ci ne sont d'aucune efficacité lorsque s'abat la répression nazie. Le 19 juin, le lendemain de la bataille de Saint-Marcel, les Allemands reprennent l'offensive en direction de la Nouette, mais doivent constater que les forces qui les tiennent en échec la veille ont disparu. Ce constat d'échec, marqué par un fort sentiment de vexation, annonce le changement radical des méthodes employées par les Allemands dans la lutte contre la Résistance. Si la majorité des habitants du camp réussissent *in extrémis* à évacuer la zone, certaines familles s'y prennent trop tard et doivent subir la vengeance des forces allemandes. A la ferme des Hardys-Béhélec, les allemands martyrisent et exécutent Marie-Françoise Pellerin âgée de 83 ans, aveugle et impotente, ainsi que son petit-fils Yves Ayoul et son gendre Félix Guil. Le même jour, vers 8 heures, les allemands perquisitionnent le manoir de Sainte-Genève. Ils découvrent Suzanne Bouvard et sa cousine Annick Philouze occupées à faire disparaître des pansements et divers objets ayant servi aux premiers secours. Elles sont torturées puis déportées à Ravensbrück⁵⁰. A Malestroit, une rafle conduit à l'arrestation de six hommes⁵¹ qui ne peuvent justifier leur absence au cours de la semaine écoulée. Ils sont torturés et emmenés, le 22 juin, dans une carrière pour y être exécutés. A Sérent, le gendarme Le Bourgès est arrêté et fusillé le 6 juillet. Blessé, le sergent-chef parachutiste Jean Vasseur souhaite se rendre à une patrouille de motocyclistes allemands. Il est abattu sur le bord de la route. Les frères Davalo qui tentent de rejoindre le domicile familial sont arrêtés et exécutés sur place. Le 20 juin, les Allemands fusillent au bourg de Saint-Marcel 6 hommes⁵² qu'ils ont arrêtés. Le 25

⁵⁰ Elles seront libérées en mai 1945.

⁵¹ Il s'agit des résistants : Sené, Le Lièvre, Nostade, Benoist, Trégaro et d'un inconnu.

⁵² Les corps de ces 6 résistants, Rio (François et Joseph), Marlas, Moussard, Robert et Denécé, sont retrouvés le 5 juin 1965. Présumés morts en déportation,

juin, ils pillent le manoir et la ferme de Sainte-Geneviève avant de les incendier. Le 27 juin, ce sont les fermes du camp (Le Parc, Les Grands-Hardys, les Petits-Hardys et la Bouie) qui s'embrasent, puis dans le même temps ils brûlent le bourg de Saint-Marcel. L'intervention du recteur de la paroisse permet d'épargner l'église et l'école. Au cours de la semaine qui suit la bataille de Saint-Marcel, une quarantaine de personnes du pays de Lanvaux est tuée et/ou déportée⁵³.

Le renforcement brutal du système répressif allemand avec les rafles permanentes, les exécutions sommaires et les déportations massives n'a pas l'effet dissuasif escompté sur la population civile. De fait, il aurait été logique de penser que les menaces allemandes engendreraient un regain de prudence dans le comportement de la population. Il n'en est rien. Au contraire, l'effet inverse se produit dans les zones les plus touchées par la répression. Galvanisées par la perspective d'une libération imminente, de nombreuses familles, qui, jusqu'alors, n'avaient jamais participé à une aide de quelque nature que ce soit, apporte leur soutien inconditionnel aux parachutistes, révélant ainsi les liens intimes entre *l'Armée des ombres* et le monde rural.

*

* *

A la suite de la dislocation du camp de Saint-Marcel, le dimanche 18 juin 1944, les parachutistes se regroupent au château de Callac du Comte François de La Lignière. Le capitaine Marienne, qui reçoit le 19 juin, par décision de Bourgoïn et du

il faut attendre 20 ans pour que la personne qui avait reçu l'ordre de creuser la fosse commune revienne à Saint-Marcel et que la vérité se fasse jour.

⁵³ Archives privées abbé Le Nueff, recteur de Saint-Marcel et des religieuses du bourg.

Colonel Morice, l'ensemble du commandement de l'Action Combinée, décide de fragmenter le bataillon parachutiste en groupes mobiles qui doivent, en attendant les ordres, se fondre dans la vallée de la Claie et la région de l'Oust. Continuellement pourchassés par les forces allemandes maintenues dans la région, les parachutistes sont condamnés à vivre en parfaite autarcie jusqu'au 6 août, le jour de la libération du Morbihan⁵⁴. Contrairement aux spécificités d'une guerre conventionnelle qui, en principe, assure l'approvisionnement en carburant, en munitions et en ravitaillement de l'ensemble des armées en campagne par voies terrestres, la logistique en Bretagne ne peut être réalisée que par des opérations aériennes soumises à des phénomènes aléatoires : repérage d'une zone de largage, conditions météorologiques, moyens de transport. Ceci risque à court terme d'entraver ou même d'annihiler la mission des S.A.S. Si au temps fort du camp de Saint-Marcel, le maquis est ravitaillé par les airs chaque nuit, il est, après la bataille du 18 juin, matériellement et techniquement, impossible d'organiser des parachutages de cette ampleur. Dans ces conditions précaires, un parachutiste est incapable d'évoluer dans un environnement particulièrement hostile et inconnu pendant une longue période sans l'adhésion partielle ou totale de l'ensemble des populations environnantes. C'est la population qui se substitue à la formidable machine de guerre alliée pour apporter le ravitaillement nécessaire aux parachutistes isolés. Ainsi, pour conduire les nombreuses missions qui leur sont dévolues, ceux-ci doivent s'assurer de la complicité de la population locale, qui elle-même doit assumer en conscience les risques encourus. Elle exerce son aide dans des domaines aussi divers que le ravitaillement, l'hébergement, les liaisons...

Bien entendu, pris individuellement, ces actes sont souvent minimes et posent la difficile question des limites de la Résistance. Pour des raisons qui semblent plus relever de logiques budgétaires que de considérations historiques, l'Etat adopte au sortir de la Seconde Guerre mondiale une définition particulièrement restrictive qui, au final, conduit

⁵⁴ A l'exception de la Poche de Lorient.

à faire de la carte de Combattant volontaire de la Résistance un prisme par trop restrictif pour rendre compte du phénomène dans toute son ampleur⁵⁵. A partir des années 1990 prévaut en France la dichotomie entre Résistance mouvement et Résistance organisation, grille de lecture récemment remise en cause par O. Wieviorka⁵⁶. Sans doute une telle analyse est-elle fondée en ce qui concerne les acteurs de *l'Armée des ombres*. Mais il n'en demeure pas moins que ces derniers n'auraient sans doute pas pu mener à bien leur combat sans un certain nombre de soutiens, sans pour autant que ceux-ci doivent nécessairement être tous englobés sous le vocable de « Résistants ».

C'est que ce que démontre la participation active de la communauté rurale du pays des Landes de Lanvaux au cours des opérations de l'Action Combinée, cette participation revêtant les formes les plus diverses pour défendre la cause de libération nationale. Moins perceptible que la lutte clandestine armée, l'action des paysans est néanmoins primordiale pour le développement et la sécurité de la Résistance intérieure et extérieure.

Ces faits résultent de l'abnégation d'hommes et de femmes désireux de rétablir la démocratie et la République, tout en recouvrant l'intégrité nationale. Pour autant, dans la mesure où le monde rural apparaît comme moins politisé que celui de la ville et sans doute régi – on l'a dit – par une temporalité différente, on peut se demander si la Résistance de la période 1940-1944 ne prend pas pour partie ses racines dans des phénomènes beaucoup plus anciens. En effet, dans de

⁵⁵ BARCELLINI, Serge, « La Résistance française à travers le prisme de la carte de CVR », in DOUZOU, Laurent, FRANCK, Robert et PESCHANSKI, Denis, et VEILLON, Dominique, *La Résistance et les Français : villes, centres et logiques de décision*, Paris, Institut d'histoire du temps présent, 1995, p. 151-181 ; DOUZOU, Laurent, *La Résistance et le monde rural*, art. cit. Sur la carte de CVR on renverra à WIEVIORKA, Olivier, « Les avatars du statut de Résistant en France (1945-1992) », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, 1996, n°50, p. 55-66.

⁵⁶ WIEVIORKA, Olivier, *Histoire de la Résistance, 1940-1945*, Paris, Perrin, 2012.

nombreuses communautés villageoises du pays de Lanvaux, il n'est pas rare de justifier certaines prises de position en se référant historiquement aux luttes contre l'opresseur. Et l'on peut même se demander si les combats de la Chouannerie au nom des libertés du culte religieux, de même que les protestations contre les lois laïques de la III^e République, ne sont pas d'une certaine manière, le « terreau » sur lequel se développent les actions clandestines pendant la Seconde Guerre mondiale⁵⁷.

Olivier PORTEAU

⁵⁷ On pense en particulier à l'affaire du 116^e RI de Vannes. Sur cette question on renverra légitimement et en toute confiance à LE GALL, Erwan, « Le deuxième procès de Rennes : trois officiers du 47^e régiment d'infanterie devant le Conseil de guerre », *En Envor, Revue d'histoire contemporaine en Bretagne*, n°1, hiver 2013, en ligne.